

SOMMAIRE :**•Actualités :**

U Tin Oo libéré; l'appel d'Aung San Suu Kyi rejeté; répression chez les Rohingyas et les Karens, nouveau rapport d'Amnesty International; visite de Tomas Quintana en Birmanie; résolution du Parlement européen

•Eclairage :

La situation humanitaire en Birmanie: un désastre qui ne cesse de s'aggraver

•Evènements**• Nous soutenir, nous rejoindre**

Les Nouvelles de Birmanie

F E V R I E R 2 0 1 0

Edito

(extrait d'une tribune publiée par Info Birmanie sur lemonde.fr le 26 février 2010)

En libérant Tin Oo, vice-président de la Ligue Nationale pour la Démocratie de Madame Aung San Suu Kyi, le régime militaire birman a une nouvelle fois cherché à contenter une communauté internationale toujours tentée de reconnaître les gestes de bonne volonté d'un régime qui compte pourtant parmi les plus brutaux de la planète. La levée de l'assignation à résidence du militant de 83 ans, en détention depuis 2003 pour subversion politique, ne peut être qu'une bonne nouvelle.

Mais si le numéro 2 du principal parti d'opposition est désormais libre, Aung San Suu Kyi ne connaîtra pas le même sort. La *"dame de Rangoun"*, lauréate du prix Nobel de la paix 1991, ne semble pas devoir être libérée avant l'organisation par les généraux des élections législatives promises pour cette année (et qui selon certaines sources pourraient se tenir en octobre). La cour suprême vient en effet de rejeter le recours déposé par ses avocats et de confirmer sa condamnation à dix-huit mois d'assignation à résidence. Une donnée qui devrait convaincre, si c'était encore nécessaire, la communauté internationale du peu de crédibilité du processus mis en place par la junte.

L'enjeu électoral a récemment mobilisé toute la stratégie de généraux passés maîtres dans l'art de souffler le chaud et le froid. La libération de Tin Oo, survenue le 13 février, n'a pas empêché le régime de condamner quatre opposantes birmanes à deux ans de prison le jour même de l'arrivée à Rangoun du Rapporteur de l'ONU sur les droits de l'homme en Birmanie, M. Tomas Ojea Quintana. En les condamnant ce 15 février aux travaux forcés, le régime a cherché comme toujours à tester les réactions de la communauté internationale pour savoir jusqu'où il pouvait aller. Il faut espérer qu'en privant Aung San Suu Kyi de tout rôle au moment des élections il soit désormais allé trop loin.

Bonne lecture,

L'équipe d'Info Birmanie

Aung San Suu Kyi et l'opposition

Le numéro 2 du parti d'Aung San Suu Kyi libéré

Le numéro 2 de la Ligue nationale pour la démocratie a été libéré le 13 février, sept ans après son arrestation et à quelques mois des élections promises par la junte militaire. Cette libération coïncide par ailleurs avec la visite à partir du 15 février en Birmanie du Rapporteur de l'ONU sur les droits de l'homme, Tomas Ojea Quintana.

Tin Oo, un général à la retraite âgé de 83 ans, avait été arrêté en mai 2003 en même temps que la dissidente Aung San Suu Kyi après l'attaque de leur convoi par des miliciens pro-junte dans le nord du pays. Après plusieurs mois de détention à la prison de Kale, dans la division de Sagaing (centre), il avait été assigné à résidence sans procès en vertu d'une loi de répression de la subversion politique. Pourtant, à U Tin Oo de déclarer à ce sujet : « je travaillerai comme avant en discutant des dossiers avec Mme Aung San Suu Kyi ».

Dès sa libération le 13 février dernier, juste après en avoir été informé par la police, Tin Oo expliquait aux journalistes devant son domicile de Rangoun : « les autorités m'ont informé qu'elles avaient retiré l'ordonnance de maintien en résidence surveillée » ; « elles m'ont aussi dit de ne pas engager des actions susceptibles de perturber la construction de l'Etat. Mais je poursuivrai mes fonctions de vice-président du parti », a-t-il ajouté. Un an de prison et six années d'assignation à résidence n'ont en effet rien entamé de la détermination d'U Tin Oo à lutter pour établir la démocratie en Birmanie. Le vice-président du principal parti d'opposition souhaite rencontrer Aung San Suu Kyi au plus tôt.

L'appel d'Aung San Suu Kyi devant la cour suprême rejeté

La Cour suprême a rejeté le 26 février dernier l'appel déposé par Aung San Suu Kyi suite à sa condamnation à 18 mois supplémentaire d'assignation à résidence. Les deux militantes de la LND qui vivent à son domicile ont également vu leur demande déboutée. La cour n'a fourni aucune raison motivant ce refus. La communauté internationale, par la voix de Ban Ki-moon, secrétaire général de l'ONU, a exprimé sa « déception » tandis que les pays occidentaux ont condamné la continuelle privation de liberté de l'opposante démocrate.

Des arrestations et condamnations tout azimut pour faire taire l'opposition

Le 10 février : Kyaw Zaw Lwin alias Nyi Nyi Aung, militant birmano-américain des droits de l'homme âgé de 40 ans, a été condamné à 3 ans de prison ferme, suite à son arrestation en septembre 2009 à l'aéroport de Rangoun pour faux et usage de faux, non-déclaration de devises étrangères et infractions aux lois sur l'immigration. La justice birmane lui reproche également de ne pas avoir renoncé à la nationalité birmane en acquérant la citoyenneté américaine en 2002. Les Etats-Unis ont appelé à sa libération immédiate.

Le 15 février : 4 militantes dont Naw Ohn Hla ont été condamnées à des peines de 2 ans d'emprisonnement et aux travaux forcés. Elles ont été arrêtées en octobre 2009 après avoir été accusées d'avoir distribué des aumônes contenant de la littérature religieuse. Elles avaient également tenu des offices religieux, afin de prier pour la libération de Suu Kyi. Elles sont accusées d'avoir causé des troubles de l'ordre public.

Humanitaire

Suite à l'ouragan Nargis, toujours 500.000 personnes sans-abris

Près de deux ans le passage du cyclone Nargis, le Tripartite Core Group (groupe composé de l'ONU, de l'Asean et des autorités birmanes) a publié le 9 février une nouvelle évaluation des besoins qui met en avant le besoin d'une aide accrue en ce qui concerne l'habitat et les moyens de subsistance, au risque de précipiter des centaines de milliers de personnes dans une crise aiguë. Le 16 février, l'organisation internationale des migrations (IOM) a révélé que près de 500.000 personnes se trouvaient toujours sans-abris. Malgré les besoins immenses, les restrictions à l'égard des ONG humanitaires perdurent. Début février, William Sabandar, responsable des opérations d'urgence pour la Taskforce humanitaire de l'Asean, a déclaré que le SPDC continuait de retarder la délivrance de visas et de permis de travail aux travailleurs humanitaires opérant dans les régions affectées par le cyclone.

Troubles sociaux

Après 3 jours de grève, la tension reste palpable à Rangoon

Lundi 8 février, environ 1400 ouvriers se sont mis en grève dans l'usine Opal-2 de la zone industrielle de Hlaing Tharyar à Rangoon, exigeant une hausse de salaire et de meilleures conditions de travail : la fin du travail après 21h, pendant les week-ends et jours fériés, l'allègement des restrictions pour aller aux toilettes, la mise à disposition d'un espace de restauration propre. Selon certaines sources à Rangoon, les grévistes auraient investi l'enceinte de l'usine même, attendant des réponses à leurs requêtes. Mardi, la grève se répandait déjà dans deux autres usines textiles de la zone et des centaines de policiers anti-émeute armés de fusils, bâtons et boucliers s'étaient postés à l'extérieur des usines. La police a d'abord mis en garde les grévistes : s'ils ne se dispersent pas dans le calme, ils risquent d'être confrontés à une répression violente. Les dirigeants d'entreprises ont à leur tour menacé de licencier les ouvriers absents trois jours consécutifs.

Les ouvriers ont mis fin au sit-in le mercredi 10 février, après l'acceptation des employeurs d'augmenter les salaires de 5.000 kyats (5 dollars US), la moitié de la somme demandée par les travailleurs. « Ces grèves sont fréquentes », déclare un professeur de Rangoon ; « les travailleurs se plaignent, mais leurs problèmes sont rarement résolus ». Le mois dernier, trois mouvements de grève avaient d'ores et déjà éclaté dans la zone de Hlaing Tharyar pour obtenir de meilleurs salaires et d'avantage de droit du travail. Les tensions demeurent importantes, selon certaines sources à Rangoon.

Plus de 80% des travailleurs de Rangoon travaillent tous les jours. La plupart sont de jeunes femmes entre 15 et 27 ans d'origine rurale.

Avec 800 entreprises répertoriées, la zone industrielle de Hlaing Tharyar est la plus importante de Birmanie; environ 50.000 à 70.000 personnes travaillent dans diverses industries comme le textile, l'agro-alimentaire, le bois, la chimie et l'électroménager. Le textile représente la part la plus importante de l'activité : selon un rapport *Reuters*, environ 130 usines de vêtement possédées par des entreprises locales et étrangères emploient environ 45 000 personnes en Birmanie. Le total des exportations de textile durant l'année fiscale 2008/09 s'élève à 292 millions de dollar, comparé à 282 millions et 278 millions les années précédentes.

Minorités et Réfugiés

Le Bangladesh intensifie la répression à l'encontre des Rohingyas dont la situation humanitaire atteint un niveau alarmant

Au cours du mois de février, les autorités bangladaises ont arrêté plus de 250 Rohingyas (ethnie vivant en Birmanie dans le nord de l'Etat Rakhine, le long de la frontière avec le Bangladesh) et plus de 100 d'entre eux ont été rapatriés de force en Birmanie. Ce niveau de violence a été jugé par Médecins Sans Frontières comme « sans précédent ». Cette répression a induit le déplacement de plus de 2.000 Rohingyas à proximité du camp de Kutupalong et a plongé des centaines de familles dans une situation catastrophique, ces dernières n'ayant qu'un accès très limité à l'eau et à l'alimentation. Des responsables locaux ont ainsi reporté qu'entre le 1^{er} janvier et le 17 février, 104 réfugiés rohingyas, dont 52 enfants et 30 femmes, sont morts de faim. Suite à une visite du camp de Kutupalong par une délégation de 12 parlementaires européens, le parlement européen a appelé les autorités bangladaises dans une résolution votée le 11 février à fournir les services essentiels aux Rohingyas et à leur accorder une protection.

Deux nouveaux villages modèles construits dans la circonscription de Buthidaung (Nord de l'Etat Rakhine)

Près de 180 familles de l'ethnie bamar et originaires de la région de Rangoon sont arrivées à Buthidaung, dans l'Etat Rakhine pour s'installer dans deux villages modèles. Ces villages sont construits sur des terres expropriées aux fermiers locaux Rohingyas d'origine musulmane et sont destinés à des birmans bouddhistes venus du sud du Rakhine ou de Birmanie centrale, qui sont installés de force sur les terres musulmanes. Ces villages modèles sont une traduction concrète de la politique de 'birmanisation' mise en place par le régime militaire dans les zones ethniques.

L'armée birmane force plus de 2100 personnes à s'enfuir vers la jungle

Le 5 février, plusieurs bataillons de l'armée birmane ont brûlé environ 68 maisons ainsi qu'un centre de santé dans la circonscription de Kyaukkyi, dans l'est de la division de Pegu. Suite à cette offensive, au moins 2.100 villageois karen ont du fuir et trouver refuge dans la jungle. Quelques jours plus tard, l'armée birmane a visé par tirs de mortiers une école située dans un camp de déplacés dans le district de Papun, dans l'Etat karen. Cette attaque a tué sur le coup un adolescent de 15 ans et a blessé deux autres jeunes.

Thaïlande : Suspension du renvoi de réfugiés karen

Les autorités thaïlandaises ont initié début février en lançant une opération de rapatriement forcé vers la Birmanie de réfugiés d'origine karen, arguant que ces retours étaient volontaires. Ces rapatriements forcés ont heureusement été stoppés début février mais la situation de ces réfugiés, vivant dans des conditions difficiles dans deux camps temporaires, le long de la frontière birmano-thaïe, demeure très précaire.

Dans ces régions, au cours des dix-huit derniers mois, les opérations militaires du régime birman ont engendré le déplacement forcé d'au moins 118.800 personnes. 3000 Karens sont entrés en Thaïlande en juin 2009 au moment où la junte militaire birmane intensifiait sa lutte contre les l'Union nationale karen (KNU). Au cours des quinze dernières années, c'est plus de 1 million de personnes ont été déplacé de force et 3.300 villages ont été détruits. Les organisations de défense des droits de l'homme n'hésitent plus à parler de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

Nouveau rapport d'Amnesty International appelant à la fin de la répression contre les minorités ethniques

Intitulé « Myanmar. The Repression of ethnic minority activists in Myanmar », le nouveau rapport d'Amnesty International (AI) sur la Birmanie révèle de réelles craintes que les élections de 2010 ne se traduisent par une intensification de la répression déjà sévère des opposants politiques, notamment ceux appartenant aux minorités ethniques du pays. Le rapport couvre la période août 2007 à juillet 2009 et s'appuie sur des témoignages et informations directs ou indirects de quelque 700 membres de minorités ethniques confrontés à des atteintes aux droits humains du fait de leur opposition avérée - ou parfois simplement supposée - au gouvernement birman ou à sa politique : arrestations arbitraires, peines d'emprisonnement, actes de torture et exécutions extrajudiciaires de militants, entre autres violations des droits humains.

Le rapport d'AI met en lumière le rôle important joué par les minorités ethniques de Birmanie dans l'opposition politique : l'illustration la plus claire de ce phénomène est « la révolution safran », dont les prémices sont apparues non pas à Rangoon mais à Sittwe, capitale de l'Etat du Rakhine dont la population arakanaise est l'une des minorités nationales.

Amnesty International a recueilli des témoignages attestant des tactiques répressives employées contre les militants de minorités ethniques qui s'étaient opposés à l'approbation de la constitution de 2008 par référendum. À l'approche des élections, la pression du SPDC ne faiblit pas, et le régime militaire alterne encouragements et avertissements à l'adresse des organisations politiques des minorités ethniques susceptibles d'y participer. Le gouvernement birman s'efforce à ce que les organisations représentées par des groupes armés qui continuent de combattre l'armée birmane soient battues ou qu'elles « rentrent dans la légalité » avant les élections. L'armée et ses alliés ont lancé plusieurs offensives concertées contre des groupes armés et des civils des ethnies karen, shan et kokang. Près de 5.000 Karens, 10.000 Shans et plus de 30.000 Kokangs ont été déplacés en 2009 à cause de ces offensives.

Les minorités ethniques sont soumises à une étroite surveillance et sont victimes de harcèlement et de discrimination lorsque leurs organisations politiques tentent de mener de légitimes activités. AI a recueilli des preuves convaincantes montrant que les autorités birmanes prennent souvent pour cible des membres d'ethnies minoritaires sur la base de motifs discriminatoires, comme la religion ou l'origine ethnique, ou encore pour tenter d'écraser l'opposition à certains projets de développements affectant les terres et le mode de vie de ces minorités.

Comprendre le rôle des militants et opposants politiques membres d'ethnies minoritaires en Birmanie amène à repenser l'ensemble de la situation des droits humains dans le pays et la stratégie à adopter pour l'améliorer. On trouve parmi les opposants politiques au gouvernement des ethnies minoritaires qui font le même travail et poursuivent les mêmes objectifs que leurs homologues birmans de l'ethnie majoritaire dans les centres urbains et les régions centrales du pays. Deuxièmement, cette compréhension devrait permettre à la communauté internationale de comprendre les aspirations des minorités ethniques birmanes au-delà du contexte souvent cité des groupes armés et recentrer l'attention internationale sur la nécessité de répondre aux attentes des minorités ethniques de Birmanie dans les débats sur la situation des droits humains dans le pays et les résolutions susceptibles d'être votées.

Nations unies et Communauté internationale

Les pays de l'ASEAN appellent à la libération d'ASSK avant la tenue des élections nationale en Birmanie à l'automne

« Nous voulons des élections libres, justes et inclusives en Birmanie », a déclaré le ministre des Affaires étrangères malais Anifah Aman, ajoutant à l'AFP que ce vote devrait se tenir « à l'automne » et que « nous espérons que Aung San Suu Kyi sera libre à ce moment-là. Nous pensons que cette libération sera une réelle preuve que ces élections sont démocratiques et légitimes ». Anifah a ensuite poursuivi en mentionnant que les dix membres de l'Asean ont pris une position commune appelant fortement la Birmanie à poursuivre sa « feuille de route vers la démocratie » et qu'ils souhaitent tous voir des élections libres et justes en Birmanie. Pour rappel, la Malaisie a des liens assez proches avec les autorités birmanes dans le passé, mais que leurs relations se sont refroidies ces dernières années en raison de l'adoption d'une ligne plus dure envers le régime militaire birman.

Le Secrétaire philippin des Affaires étrangères Alberto Romulo avait déclaré le 5 février lors d'une audience devant un think-tank américain à Washington dernier que les élections birmanes devraient se tenir vers le mois de septembre mais elles seraient une « farce » si Aung San Suu Kyi ne peut y participer. Cette dernière doit être libérée avait-il ajouté tout en précisant que les pays demandant à la Birmanie plus de démocratie doivent faire preuve de patience alors que les transactions commerciales entre la Birmanie et ses voisins ne cessent de se développer. Il a ainsi demandé au nouveau gouvernement américain d'ouvrir des pourparlers avec la junte birmane.

Le ministre thaïlandais des affaires étrangères, Kasit Piromya, a pour sa part déclaré qu'il était « de l'intérêt de l'Asean d'aider la Birmanie à organiser des élections libres et transparentes afin de restaurer la paix et la démocratie dans le pays ». Surin Pitsuwan, Secrétaire Général de l'ASEAN, a lui aussi fait une déclaration publique annonçant que l'Asean attendait une élection crédible et transparente, mais a également précisé que l'Asean ne pourrait pas interférer « dans les détails » du scrutin.

Enfin, l'ambassadeur indonésien en Birmanie, Sebastianus Sumarsono, a déclaré qu'il espérait que le SPDC tiendrait ses promesses d'organiser des élections générales ouvertes à tous.

Résolution du Parlement européen sur la Birmanie adoptée à l'unanimité

La résolution sur la Birmanie votée à l'unanimité par les députés européens le 11 février dernier exprime la forte inquiétude du Parlement européen concernant les conditions dans lesquelles les élections birmanes pourraient se dérouler à l'automne prochain, les premières dans le pays depuis 1990. Mais aussi le fait que ces élections pourraient servir à légitimer la junte militaire au pouvoir.

La résolution appelle à nouveau à la libération d'Aung San Suu Kyi et à la levée de l'interdiction de se présenter aux élections qui la touche, ainsi qu'à la protection des populations civiles victimes des conflits entre le pouvoir et les minorités ethniques du pays, à l'Est du pays notamment. Les députés ont salué la décision du gouvernement thaï de rejeter une demande des autorités birmanes demandant le rapatriement des réfugiés karens en Thaïlande.

La résolution rappelle le droit à la liberté de rassemblement et demande que celle-ci soit respectée. Enfin, la résolution invite la Commission européenne à maintenir son aide humanitaire aux réfugiés - environ 140 000 - de la zone frontière birmano-thaïe.

Réactions de députés européens sur le problème birman :

- « *La situation ne semble pas s'améliorer (...)* La Birmanie est l'un des pays les plus fragiles au monde en ce qui concerne les droits de l'homme », la Finlandaise Eija-Riitta Korhola (Parti populaire européen)
- « *Les généraux peuvent ignorer nos appels, mais en tant que démocrates, nous avons le devoir de dénoncer une telle brutalité, où qu'elle se déroule dans le monde* », le Britannique Charles Tannock (Conservateurs et réformateurs européens).
- « *Si les élections se tiennent en conformité avec une constitution rédigée par l'armée, elles auront pour seul effet de légitimer cinq décennies de régime militaire et de donner aux militaires 25 % des sièges du parlement* », la Belge Véronique de Keyser (Socialistes et démocrates).
- « *Les derniers députés élus démocratiquement l'ont été en 1990. Ils ont tous été arrêtés ou forcés à démissionner. On fait état de plus de 2 000 prisonniers politiques* », la Française Marie-Christine Vergiat (Gauche unitaire européenne)

Pour lire la résolution sur la Birmanie : <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P7-TA-2010-0033+0+DOC+XML+V0//FR>

Un nouvel échec pour l'émissaire de l'ONU en visite en Birmanie

Tomas Ojea Quintana, Rapporteur de l'ONU sur les droits de l'homme en Birmanie, s'est rendu en visite dans le pays du 15 au 19 février dernier, pour la troisième fois depuis sa nomination à ce poste en mai 2008, afin de faire le point sur la situation dans le pays. Sans aucune raison officielle, l'émissaire s'est vu refuser par la junte la rencontre de l'opposante Aung San Suu Kyi. Juste avant de repartir pour Bangkok, il témoignait de sa déception : « je regrette vivement que ma requête spéciale de rencontrer Mme Aung San Suu Kyi n'ait pas été accordée », a-t-il déclaré.

Tomas Ojea Quintana avait annoncé qu'il ferait pression sur le gouvernement pour rencontrer la militante pro-démocratie, après s'être déjà vu refuser une telle rencontre à deux reprises deux fois par le passé. « Je suis déçu de n'avoir pu cette fois encore la rencontrer, en cette année cruciale, l'année de l'élection, les premières élections nationales depuis 20 ans », a-t-il déclaré à la presse.

M. Quintana est arrivé lundi 15 février pour une visite de cinq jours visant à évaluer les avancées réalisées en matière de droits de l'homme. Vendredi, il s'est rendu dans la capitale administrative Naypyidaw pour une série de réunions avec des ministres du gouvernement et d'autres hauts responsables, sans pour autant rencontrer Than Shwe. A son retour à Rangoon, il a confié aux journalistes que les responsables rencontrés ne semblaient pas réceptifs à ses préoccupations. Le gouvernement s'est refusé à reconnaître qu'il détenait des « prisonniers de conscience », alors que l'ONU et les organisations des droits de l'homme estiment à 2.100 le nombre de prisonniers politiques en Birmanie. L'émissaire a par ailleurs annoncé qu'aucune date ne lui avait été communiquée pour la tenue des prochaines élections générales ni même pour la promulgation d'un code électoral.

Jeudi, M. Quintana a rencontré Tin Oo, le vice-président de la LND, qui vient d'être libéré après sept années de détention, qui lui a exhorté de « demander la libération la plus rapide possible (d'Aung San Suu Kyi) et d'autres prisonniers politiques ». L'émissaire a également rencontré les avocats de l'opposante et visité des prisons dans l'Etat de Rakhine (nord-ouest) et à Rangoon où il a pu s'entretenir avec plusieurs détenus. Il devrait présenter les conclusions de sa visite au Conseil des droits de l'homme des Nations unies en mars.

Eclairage

Ce mois ci: La situation humanitaire en Birmanie : un désastre qui ne cesse de s'aggraver

Alors que son potentiel de développement était l'un des plus prometteurs d'Asie au début des années 50, la Birmanie est aujourd'hui coupée du monde et dévastée économiquement. Les Nations Unies estiment que la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté. L'Organisation Mondiale de la Santé situe le système de santé birman au 190ème rang mondial (sur 191). Le taux d'alphabétisation de la population est parmi les plus bas de la planète. La Birmanie est bien l'un des « Pays les moins avancés » (PMA) et l'une des nations les plus pauvres d'Asie. Selon le rapport sur le développement humain de 2007, le pays se classe 132ème sur 177 pays pour son Indice de Développement Humain, alors même que son taux de croissance est plus bas que celui de ses voisins. L'espérance de vie y est de 56 ans, soit 15 ans de moins qu'en Thaïlande, et la mortalité infantile de 70 %, soit presque quatre fois plus que dans le royaume bouddhiste voisin. A cela s'ajoute une épidémie de sida parmi les plus importantes d'Asie, avec une population de séropositifs d'environ 200.000 personnes dont l'expansion rapide risque de causer à moyen terme un problème majeur pour la région dans son ensemble.

Les Birmans souffrent d'une pauvreté croissante, liée tant aux politiques économiques désastreuses (le taux d'inflation serait supérieur à 50% et le système bancaire totalement archaïque) qu'au sous-investissement chronique dans l'éducation et la santé. L'oppression menée par le régime, le nombre de prisonniers politiques ou les incessants crimes de guerre perpétrés contre les minorités ethniques ne découragent pourtant pas les investisseurs internationaux. Contrairement à ce que l'on fait parfois croire, le pays n'est pas ostracisé économiquement : depuis plusieurs années, le nombre d'entreprises étrangères présentes en Birmanie est en hausse. Si les sanctions économiques sont regardées d'un mauvais œil par certains, il est essentiel de rappeler, pour la clarté du débat, qu'elles sont en réalité très limitées : aucun des pays de la région ne les applique ; les sanctions européennes sont surtout symboliques, et ne concernent pas les investissements privés ; enfin, le manque de transparence est la règle, et il suffit de quelques montages financiers appropriés pour rendre le traçage des investissements extrêmement compliqué. De cette manière, il n'est en aucun cas possible d'affirmer que les sanctions sont une des causes de la pauvreté du pays.

Les 2 et 3 mai 2008, le cyclone Nargis a déferlé sur le sud du pays, sur le Delta de l'Irrawaddy et la région de Rangoon. Il a fait plus de 133.000 morts et disparus. La population birmane a pourtant dû y faire face sans l'aide du gouvernement. Au delà de la méfiance des militaires birmans à l'égard des gouvernements occidentaux, le manque de volonté à accepter une aide humanitaire internationale tient aussi à la situation politique interne. Ce régime xénophobe et paranoïaque vit dans la peur permanente d'un nouveau soulèvement populaire ou d'une invasion militaire américaine. Au total, ce sont plus de 2,5 millions de personnes qui ont été affectées, dont 1 million de personnes sans-abris.

Alimentation, eau : Un tiers des enfants birmans souffre de malnutrition chronique modérée ou sévère. Selon l'OMS, 11% des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition aiguë (qui demeure une des causes principales de mortalité infantile) et 41% sont sous-alimentés de manière chronique. Seuls 15% des enfants sont nourris exclusivement au lait maternel. La pratique consistant à donner de l'eau aux nourrissons persiste malgré plusieurs campagnes d'information. Plus de 25% de la population n'a pas accès à l'eau potable. La contamination à l'arsenic, lié notamment à l'exploitation des sous-sols pour la recherche de minerais ou de pierres précieuses, est un sujet de forte préoccupation. Les catastrophes naturelles augmentent la propagation de maladies et de parasites, provoquant des interruptions de scolarité et des difficultés d'accès aux personnes dans le besoin.

Un fort potentiel agricole mais de graves inégalités régionales

La Birmanie est un pays doté d'un fort potentiel agricole. Pourtant, des politiques économiques désastreuses, les aléas climatiques, et la marginalisation de certains groupes de la population affectent les opportunités d'accès à l'alimentation. La région du Delta Irrawaddy a été la plus fortement touchée par le cyclone Nargis de 2008. Elle était le grenier du pays et comprenait une industrie de la pêche importante. Presque toutes les terres fertiles ont été inondées d'eau salée. Il faudra du temps pour qu'elles redeviennent productives. L'aide humanitaire n'a jusqu'à présent pas permis de rétablir entièrement la capacité de production des petites et moyennes exploitations agricoles, dont la majorité des familles a perdu son matériel agricole et ses réserves de nourriture. Le remplacement des outils de travail est en cours mais prendra encore plusieurs années. On estime que la production de riz dans les régions touchées par le cyclone ne représentera que la moitié de celle de l'année précédente. Selon un rapport des Nations Unies, les dégâts provoqués par le cyclone continueront d'affecter les réserves alimentaires et les revenus des agriculteurs pendant plusieurs années.

Eclairage

Ce mois ci: La situation humanitaire en Birmanie : un désastre qui ne cesse de s'aggraver (suite)

Des poches d'insécurité alimentaire persistent dans la région du delta entre autres. Dans les états du nord et les états les plus reculés, les niveaux de malnutrition sont toujours élevés. Les minorités ethniques sont confrontées à de nombreuses restrictions dont celle de commercer ou de se déplacer. Les entraves à l'approvisionnement de ces régions en nourriture créent de graves difficultés alimentaires.

En tout, plus de 5 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté en Birmanie. Une aide alimentaire d'urgence reste indispensable dans les régions touchées par le cyclone, mais d'autres régions nécessitent elles aussi des interventions humanitaires d'urgence, comme l'état Chin, où les réserves de vivres ont été touchées par une infestation de rats, le nord de l'état Rakhine et les régions de l'Est touchées par le conflit.

La zone centrale du pays est pauvre et reculée. Elle souffre de déficits alimentaires chroniques aggravés par le manque d'infrastructures, les aléas climatiques, des intrants agricoles inappropriés et un manque d'accès aux terres.

Les agriculteurs sont confrontés à la hausse des prix des engrais et du carburant, tandis que les prix des récoltes sur le marché fluctuent. Malgré tout, on s'attend à ce que les exportations de céréales en Birmanie soient élevées cette année – soit environ 577 tonnes de riz et 159 000 tonnes de maïs. Un paradoxe cruel lorsqu'on sait le déficit en nourriture dont souffrent des millions de foyers birmans.

Santé: L'Organisation Mondiale de la Santé situe le système de santé birman au 190ème rang mondial (sur 191). En représentant seulement 3% du budget de l'Etat, la part du PIB que le gouvernement birman alloue à la santé est la plus faible du monde. Plus de 100 000 enfants de moins de cinq ans meurent chaque année. La plupart sont victimes de maladies pourtant curables. Un enfant sur dix qui n'atteint pas l'âge de cinq ans.

Le **paludisme** est la première cause de mortalité des enfants de moins de cinq ans. 12% de la population birmane, entre 5 et 10 millions de personnes, sont atteintes du paludisme. Seule une petite proportion d'entre elles reçoivent un traitement adéquat et 3000 personnes meurent de paludisme chaque année.

97.000 nouveaux cas de **tuberculose** sont recensés chaque année.

Le **VIH/Sida** est très répandu parmi les prostituées et les consommateurs de drogue par intraveineuse. 32% des travailleurs sexuels et 43% des consommateurs de drogue seraient atteints par le virus. La Birmanie a un des taux de prévalence estimé à 1,3%, le plus élevé d'Asie. Le VIH/Sida ferait environ 20 000 morts par an. En 2000, un programme de prévention de la transmission de la mère à l'enfant a été mis en place. En 2005, des traitements antirétroviraux ont été introduits dans le système de santé public mais seuls 3% des malades reçoivent actuellement un traitement. En août 2005, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et la malaria a mis fin à ses activités en Birmanie en raison des restrictions trop importantes que lui imposait le gouvernement birman. Un nouveau programme d'aide internationale, le 3D Fund, destiné à lutter contre les trois maladies les plus létales en Birmanie (paludisme/tuberculose/SIDA) et largement financé par l'Union européenne, a été mis en place pour pallier au départ du Global Fund et est doté d'une enveloppe avoisinant les 100 millions d'Euros.

Education/enfants

Le taux d'alphabétisation de la population est parmi les plus bas de la planète. Moins d'un cinquième des élèves atteint le quatrième niveau de l'école primaire. Selon l'UNICEF, quatre millions des 11,8 millions d'enfants âgés de 6 à 15 ans travaillent. La tradition birmane accorde une large place à l'éducation. Les taux de scolarisation sont élevés dans le primaire mais moins de 55% des enfants terminent leur premier cycle et seulement 28% terminent leur scolarité. Avec peu de qualification, un nombre croissant d'enfants travaille dans l'économie informelle ou dans la rue où ils sont exposés à la petite criminalité, aux arrestations, et risquent de se faire exploiter. Des mineurs sont en plus toujours enrôlés dans les forces armées nationales ou dans les groupes armés.

Travail forcé

Le recours au travail forcé est un fléau national en Birmanie. Dans ce régime proche d'un système féodal, militaires et autorités locales s'arrogent le droit de réquisitionner hommes, femmes et enfants, voire de saisir leurs terres et leur argent. Selon l'Organisation Internationale du Travail, plus de 800 000 Birmans sont mis au travail forcé par la junte: construction de routes ou de casernes, transport à dos d'homme de matériel militaire, entretien de plantations au

Eclairage

Ce mois ci: La situation humanitaire en Birmanie : un désastre qui ne cesse de s'aggraver (suite)

profit des autorités, etc. En général, l'ordre consiste à envoyer une personne par ménage. Elle doit amener ses propres outils et sa propre nourriture, travailler un ou quelques jours sans rémunération. Seul le paiement d'une « compensation » permet d'échapper à ce travail forcé, mais elle équivaut à un ou plusieurs jours de salaire. Lorsqu'aucun adulte n'est disponible au sein du ménage, un enfant doit être envoyé.

Ce recours massif au travail forcé a valu bien des critiques, dont plusieurs condamnations par le Bureau international du Travail (BIT). Cependant, malgré la résolution adoptée en juin 2000 par l'OIT pour contraindre Rangoon à se conformer aux obligations de la Convention sur le travail forcé - convention entrée en vigueur en 1932 ratifiée en 1955 par la Birmanie -, malgré, il n'y a toujours aucun résultat aujourd'hui. Selon l'OIT, le cas de la Birmanie confirme qu'il est impossible de faire des progrès significatifs contre le travail forcé dans un climat d'impunité et de répression des personnes qui en dénoncent les abus.

Des milliers de Birmans sont forcés de servir comme porteurs pour l'armée birmane dans les zones de guerre. Beaucoup d'entre eux meurent de faim, de fatigue ou de blessures causées par des mines. Le viol a été institutionnalisé comme outil de répression politique. Les femmes utilisées comme porteuses par l'armée sont souvent violées plusieurs fois par nuit. La plupart sont des adolescentes.

Minorités, réfugiés, déplacés internes

La situation des minorités vivant dans les régions frontalières du pays est aujourd'hui la plus inquiétante d'un point de vue humanitaire. Les populations vivent très isolées et leur accès à l'aide en général est rendue extrêmement difficile par le manque d'infrastructure et, souvent, par la répression de l'armée birmane dans ces zones.

Les groupes ethniques résidant dans l'Est de la Birmanie subissent le poids de l'oppression du régime. L'armée mène régulièrement des raids contre les villages karens et brûlent les récoltes, volent les réserves et le bétail, et oblige les habitants à travailler. Les viols de femmes et de filles karens sont fréquents. Les Karens fuient massivement vers la Thaïlande ou vers la jungle birmane. Les conditions sanitaires y sont catastrophiques. 1 femme Karen sur 12 meure en donnant naissance à son enfant ; en Thaïlande 1 sur 900. 1 enfant Karen sur 5 meure avant l'âge de cinq ans contre 1 sur 50 en Thaïlande. Le paludisme et la diarrhée sont les principales causes de décès.

L'Etat du Rakhine Nord, qui regroupe plusieurs minorités dont les Rohingyas, connaît également de grandes difficultés. Les indicateurs humanitaires tels que l'accès à l'eau, à la santé et à la nourriture et à l'éducation sont au plus bas.

La production d'opium a longtemps été la principale source de revenu pour plusieurs communautés vivant dans l'Etat Shan. La décision du gouvernement d'éradiquer la culture de l'opium a plongé une large part de la population dans une pauvreté chronique et sérieusement affecté la sécurité alimentaire de la région. Aucun programme de substitution n'avait été prévu et la culture de l'opium rapportait beaucoup que la culture de céréales ou autres denrées alimentaires.

Les minorités ethniques sont ainsi les premières victimes de la politique répressive du gouvernement. Les attaques récurrentes de l'armée birmane contre ces populations ont contraint des centaines de milliers de personnes au déplacement : plus de 500.000 déplacés internes vivent désormais sans nourriture, sans habitation, sans accès aux soins de base. En conséquence, des milliers de civils vivant dans les zones de conflit décèdent chaque année de maladies pourtant curables. Le gouvernement birman considère les travailleurs humanitaires birmans dans la région comme des menaces, les arrête et les torture. L'accès à l'aide humanitaire est refusé à ces populations par le régime birman, qui se rend ainsi coupable d'entrave au droit fondamental à la santé.

Sources : PNUD, OMS, FAO, PAM, Unicef, Action Contre la Faim, Médecins du Monde, OIT, Arakan Project, Back Pack Health Workers Team, Amnesty International

Evènements

Du 1er mars au 25 avril: exposition de photos « Femmes birmanes »

à Sainte Geneviève des Bois (91)

27 mars: rencontre avec le photographe

Pierre Torset, après plusieurs séjours en Asie, prend parti pour la cause birmane. Depuis 2008, Info Birmanie et Pierre Torset ont un partenariat pour sensibiliser le public aux problèmes des droits de l'homme en Birmanie.

21 portraits en grand format de la série "Birmans du Myanmar" vont être exposés durant près de 7 semaines, tandis qu'une rencontre avec le photographe est prévue le samedi 27 mars. L'exposition, mise en place pour la journée de la femme 2010, insiste particulièrement sur les droits de la femme. Ces photographies sont issues d'un récent reportage intitulé « Birmans du Myanmar » qui a été primé 2ème Prix de la Photographie Paris-PX3 dans la catégorie photojournalisme en 2009

Entrée gratuite
EXPO PHOTO :
 au Parc Pablo Neruda
RENCONTRE AVEC PIERRE TORSET:
 samedi 27 mars à 10 heures à la
 bibliothèque F. Mauriac

14-15 et 16 mars: projections de « Burma VJ » à PARIS (75)

Dans le cadre du Festival International du Film des Droits de l'Homme, trois projections de 'Burma VJ' au cinéma Le Nouveau Latina, dans le IVème arrondissement :

- ◆ dimanche 14 mars à 18h30;
- ◆ lundi 15 mars à 10h;
- ◆ mardi 16 mars à 18h

Le Nouveau Latina
 20, rue du Temple,
 75004 Paris

Du 15 au 26 mars: série de conférences-débats sur la Birmanie en région Alsace Lorraine

15 mars: à METZ (57) à 20h au Salon d'Honneur de la Mairie

19 mars: à BIESHEIM (68) à 20 h, Salle de l'Amitié du Capitole

23 mars: à MULHOUSE (68) à 20h à l'Espace Henri Matisse

24 mars: à COMMERCY (55) (lieu à déterminer)

25 mars: à BAR LE DUC (55) (lieu à déterminer)

26 mars: à VERDUN (55) à 19h au centre mondial de la Paix

Espace Henri Matisse
 salle de l'AFSCO
 27 rue Henri Matisse — 68100 Mulhouse

**Centre Mondial de la Paix
 des Libertés et des Droits de l'Homme**
 Place Monseigneur Ginisty
 Palais Episcopal
 55100 Verdun

15 avril: projection-débat au cinéma Katorza à NANTES (44)

Projection du documentaire « **Burma VJ** » suivie d'un débat avec l'équipe d'Info Birmanie

Cinéma Katorza
 3 rue Corneille
 44000 Nantes

16 avril: projection-débat au cinéma le St Laurent à BLAIN (44)

Projection du documentaire « **Burma VJ** » suivie d'un débat avec l'équipe d'Info Birmanie

Cinéma le Saint Laurent
 9, rue du 11 Novembre
 44130 Blain

22 avril: projection-débat au cinéma Utopia à BORDEAUX (33)

Projection du documentaire « **Burma VJ** » suivie d'un débat avec l'équipe d'Info Birmanie

Cinéma Utopia
 5 place Camille Jullian
 33000 Bordeaux



74, rue Notre Dame des Champs
75006 Paris
Tél: 01 46 33 41 62
www.info-birmanie.org/
Mail: infobirmanie@gmail.com

« Usez de votre liberté pour
promouvoir la nôtre »
Aung San Suu kyi



Info Birmanie est une association loi 1901 à but non lucratif. En étroite collaboration avec des membres de l'opposition démocrate birmane en France et à l'étranger, Info Birmanie entend promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'homme en Birmanie.

Nos actions en France visent à :

Valoriser auprès du gouvernement français et l'Union européenne le modèle politique alternatif porté par le mouvement démocrate birman ;

Alerter les institutions françaises et européennes des violations des droits de l'homme perpétrées par le régime birman ;

Sensibiliser la population française sur la situation politique, économique et sociale en Birmanie en organisant des manifestations publiques, des conférences, des débats, des projections et des événements culturels.

*Rejoignez Info-Birmanie en devenant bénévole,
de manière ponctuelle ou régulière :*

Vous voulez agir, vous rendre utile en participant à nos actions de sensibilisation sur le pays lors des manifestations, salons ou autres manifestations publiques ainsi qu'à promouvoir nos campagnes et pétitions ;

Proposer et développer des projets, des événements ou autres opérations de sensibilisation et d'information en étroite collaboration avec notre coordinatrice

Faire partager votre expérience, vos compétences en contribuant à produire de l'information francophone sur la Birmanie et le mouvement démocratique birman dans la newsletter, sur le site Internet ou contribuer à d'autres dossiers thématiques ;

**Contactez Isabelle au
01 46 33 41 62 ou par mail à
infobirmanie@gmail.com**